# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres, No 73

NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 3 NOVEMBRE 1878.

52me Année

BUTLER & LIBBY, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 3 NOVEMBRE.


## CANDIDATURES DU PARTI Démocrate - Conservateur.

POUR TRÉSORIER D'ETAT,
E. A. BURKE, D'ORLEANS.

POUR LE 43ème CONGRÈS.

PREMIER DISTRICT.
E. L. GIBSON, D'ORLEANS.

DEUXIÈME DISTRICT.
E. J. ELLIS, D'ORLEANS.

TROISIÈME DISTRICT.
J. E. ACKLEN, DE STE-MARIE.

QUATRIÈME DISTRICT.
J. B. ELAM, DE DE SOTO.

CINQUIÈME DISTRICT—LONG TERME.
J. F. KING, DE CONCORDIA.

TERME NON ACHEVÉ (45ème Congrès.)
J. E. YOUNG, DE CLAIBORNE.

SIXIÈME DISTRICT.
N. W. ROBERTSON, D'EST BATON-ROUGE.


Par M. Stern & Co., en No 63 de la rue de la Hoszas—bottes, souliers et bisdequins.


## LES ÉLECTIONS.

Pour la première fois depuis la restauration du self-government en Louisiane et l'avènement d'un gouverneur représentant réellement la majorité du peuple, des élections vont avoir lieu dans notre Etat.

De 1868 à 1876, nous avons été obligés de nous soumettre à une usurpation, basée sur un enregistrement frauduleux fait par l'autorité militaire, et maintenue par la force des baïonnettes fédérales au moyen de nouveaux enregistrements non moins frauduleux que le premier et d'un gouvernement arbitraire des résultats du service commis par une commission spéciale dont le nom "Returning Board" restera comme un synonyme d'infamie dans l'histoire de nos troubles.

Le parti démocrate qui a si souvent adressé au pays des plaintes et des protestations éloquentes contre cette perversion du droit de suffrage et qui a réussi à ordre dans l'opinion publique une réaction favorable, est aujourd'hui au pouvoir. Mais le gouvernement d'Etat, il a l'administration de la ville, il a la direction de la police, il a le bureau d'enregistrement, il a les greffiers et les commissaires d'élection ou au moins deux sur trois. Il connaît ainsi toutes les opérations électorales. Le pays a les yeux sur lui pour voir quel usage il va faire de tous ces pouvoirs.

Une pareille situation nous autorise à dire qu'il y va de l'honneur et de l'intérêt du parti démocrate :

1° Que les élections soient pacifiques, en ne mettant qu'aucune cause de trouble ne puisse lui être imputée ;

2° Que les élections soient libres et que l'accès des polls soit rendu facile à tous les votants ;

3° Que [illegible] scrupuleux dans le dépouillement des scrutins et dans la proclamation des résultats, et que toutes les conditions qui rendent impossible toute accusation, tout soupçon de fraude.

4° Que toutes facilités soient accordées aux opposants ou dissidents pour faire valoir les droits que la loi leur donne de contester les votes de personnes enregistrées frauduleusement.

Il importe que la victoire démocratique dans l'Etat et dans les districts congressionnels, soit une victoire incontestable, obtenue au grand jour par des moyens légaux, légitimes, avouables, et il va de soi que quiconque emploierait, dans l'intérêt de quelque candidature locale, il [illegible] politique ou des manœuvres d'une légalité ou d'une moralité douteuses.

Il s'écoulera plusieurs jours, des rumeurs au sujet d'enregistrements frauduleux. S'il y a quelques fondements à ces rumeurs, nous aimons à croire que les fraudes sont le fait de coteries partisanes, et d'un côté [illegible] en faveur de quelques candidats. Le parti démocrate doit tenir à dépouiller ces coteries de ces subalternes et à dégager sa responsabilité. Pour cela, il est nécessaire qu'on fasse savoir aux juges à l'application des dispositions de la loi.

Les autorités démocratiques qui ont charge de l'élection doivent donner ordre à la police et aux commissaires d'élection les instructions les plus précises et les plus sévères pour assurer le maintien de la paix publique, la liberté du scrutin et la loyauté du compte des votes.

Le succès de tel ou tel candidat pour telle ou telle place est chose bien insignifiante en regard des conséquences que pourraient avoir des troubles aux polls ou des accusations justifiées de fraudes contre le parti qui a aujourd'hui le contrôle absolu du mécanisme électoral.

Nous demandons donc aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la paix et la liberté des élections, et nous adjurons les citoyens de tout le parti de respecter le droit des autres en exerçant le leur, de façon à ce que la bonne harmonie ne soit pas troublée. Il s'agit de prouver aux Etats-Unis que sous un gouvernement démocratique, la Nouvelle-Orléans peut avoir des élections honnêtes et paisibles et que le régime des fraudes a disparu avec l'usurpation.

UNIVERSITÉ DE LA LOUISIANE.—Nous appelons l'attention des familles sur l'ouverture, ce département académique de l'Faculté des lettres de l'Université de la Louisiane. C'est une addition importante faite à l'Université de la Louisiane qui comprend déjà une Faculté de médecine et une Faculté de droit. Cette addition a lieu en vertu même de la Constitution.

L'inauguration, comme nous l'avons dit, aura lieu demain lundi à midi dans le théâtre de l'Université, coin Rampart et Common. Un grand nombre d'invitations sont déjà lancées pour les cours. Un discours sera prononcé par le président Kennard. Le public est invité à assister à la cérémonie.

A propos de l'ouverture de cette Faculté des lettres, nous dirons qu'un amendement propose de la transférer à Baton-Rouge au lieu d'siégement au Collège Agricole et Industriel. Il est évidemment préférable que la Faculté des lettres reste à la Nouvelle-Orléans et tous les directeurs de la Royale-Orléans feront bien de voter contre cet amendement qui est le résultat même.

☞ Stofles pour robes à 7 cents 1/2 le yard, à 25 cents, chez M. B. Byrne & Co., 200 rue du Canal.

Cuirs pour chevaux remplis artificiellement, chez M. J. Montagnet, 6 rue Bienville.

## Aux Démocrates - Conservateurs.

Nous appelons de nouveau l'attention [illegible] du parti démocrate-conservateur.

Notre candidat dans le premier district congressionnel est l'honorable R. L. Gibson et l'hésitation n'est pas possible pour lui et son concurrent le candidat [illegible]

Le général Gibson n'est sorti depuis quatre ans comme représentant de la Louisiane à Washington, des titres sérieux à la reconnaissance de ses constituants ; il a eu, en faire au Congrès une [illegible] une hostilité jamais démentie, son talent et sa parfaite courtoisie. C'est un représentant comme nous voudrions en voir beaucoup au Congrès. Chacun de ses électeurs doit avoir [illegible]

Le candidat du second district congressionnel la candidature de John Ellis, leur populaire représentant. Même dans les paroisses [illegible] les démocrates [illegible] nos amis